

Olga GONZALEZ

Sociologue, chercheuse associée à l'Urmis, Université Paris Diderot – Paris 7
Présidente du Groupe Actualités Colombie
– Fondation Maison des Sciences de l'Homme de Paris.
Contact : olgalu@free.fr

Droits humains sous tension à l'université colombienne

Cette communication voudrait répondre, à partir de l'examen du cas colombien, aux questions qui ont motivé les organisateurs de la rencontre « Recherche universitaire et droits de l'homme dans les travaux universitaires sur les Amériques » qui s'est tenue à Nantes en juin 2009¹.

La défense des droits humains, et en particulier la défense de la liberté de pensée et d'expression, est cruciale dans ce pays, parce que ces droits y sont frontalement attaqués et que leur défense a coûté la vie à de très nombreuses personnes.

Après un parcours de la situation des droits humains depuis une trentaine d'années, nous verrons comment l'engagement à les défendre n'est pas neutre, et qu'au contraire, il est traversé par des enjeux politiques. Nous montrerons par la suite la configuration des formes de la violence dans le milieu universitaire, pour finir par les actions possibles, notamment en exil.

Poser la question des droits humains dans la démocratie colombienne

Recours à la violence politique dans l'histoire de la Colombie

La violence exercée sur l'adversaire, aussi bien dans la lutte pour accéder au pouvoir que pour défendre les intérêts économiques et politiques, est présente tout au long de l'histoire de la Colombie : la violence de la *Conquista*, dont rend très bien compte l'écrivain William Ospina dans son roman *Ursúa* (2005) ; la violence de la *Colonia*, avec ses régimes d'exploitation et d'exclusion des populations indiennes et noires ; enfin la violence plus proprement politique, qui accompagne la période républicaine de l'histoire de ce pays : on recense environ 70 guerres civiles au XIX^{ème} siècle, dont neuf ayant un caractère national, avant que le siècle suivant ne s'ouvre sur la plus grande guerre civile, encore plus meurtrière que les précédentes, et qui ravagea des régions entières : la « Guerre des Mille Jours ». Cette guerre, qui opposa l'élite libérale à l'élite conservatrice, réussit à mobiliser une paysannerie totalement ignorante des enjeux.

L'histoire de la Colombie tout au long du XX^{ème} siècle est également marquée d'épisodes de violences sociales dont il reste une mémoire partielle, parfois uniquement littéraire, ou une mémoire orale. Un exemple assez connu est le roman de Gabriel García Márquez, *Cent ans de solitude* (1967), où l'auteur retrace un épisode réel –et aussi mythique– de la violence politique et sociale : le « massacre des bananiers », l'assassinat de travailleurs

¹ Je remercie les organisateurs, et spécialement les professeurs Sylvie Koller et Jean Marie Lassus, de m'avoir invitée à ces journées.

par les forces du gouvernement suite à une grève déclenchée contre la compagnie *United Fruit*.

La violence liée à la lutte entre factions politiques pour l'accès au pouvoir est une caractéristique du XX^{ème} siècle, lequel a été ponctué de nombreux « magnicides » (des assassinats d'hommes politiques proches du pouvoir), mais aussi de l'assassinat de simples militants. Ainsi, bien que les contextes historiques soient différents, il existe une continuité entre les assassinats de personnalités progressistes qui allaient accéder au pouvoir (Jorge Eliécer Gaitán en 1948 et Luis Carlos Galán en 1989). Dans les années 1980 et 1990, on a assisté à l'extermination physique de la quasi totalité des militant-e-s de l'*Union patriotique*, un parti qui s'était formé en 1985, au moment des négociations de paix entre les Farc et le gouvernement. Ce parti, qui a eu des résultats électoraux remarquables (plus de 350 conseillers municipaux dans le pays, plus d'un million de votants d'après les sondages pour le candidat à la présidence, Bernardo Jaramillo²) voulait regrouper toutes les personnes qui s'apprêtaient à quitter les Farc et d'autres secteurs de la gauche. Entre 1986 et 1991, 3 200 de ses membres furent assassinés : ces crimes sont restés impunis dans leur quasi-totalité.

Un trait distinctif de la Colombie tout au long de son histoire est cette prégnance de la violence politique, laquelle est parfois directement encouragée par les dirigeants au pouvoir (Laureano Gómez, chef du parti conservateur et président au début des années 1950, représentant un summum en la matière). Cette violence s'accompagne toutefois du maintien formel –le degré de formalité par ailleurs étant modulé selon leurs intérêts par les différents dirigeants- des institutions démocratiques (élections libres, séparation des pouvoirs, liberté d'expression, subordination de l'armée légale au pouvoir civil). Le caractère singulier du régime colombien –et celui qui semble garantir sa longévité- réside dans cette combinaison de formes institutionnelles et démocratiques, avec un recours à la violence vis-à-vis de l'adversaire. Soulignons que cette violence peut être directement encouragée, amplement tolérée ou, plus simplement, peu ou pas combattue par le pouvoir civil.

L'état des droits humains au début du XXI^{ème} siècle

Nous ne discuterons pas ici les conditions dans lesquelles a émergé la « question des droits humains » en Colombie ; nous ne discuterons pas non plus des évolutions de ce discours au cours des trente dernières années. Pour le moment, nous nous limiterons à présenter et à commenter la situation de violence actuelle en adoptant la perspective des droits humains.

Dans les années 2000, en Colombie, la situation demeure très grave : certaines activités y sont extrêmement dangereuses, notamment toutes celles qui touchent à la défense des droits (syndicalistes³, défenseurs des droits humains⁴, dirigeant-e-s paysan-ne-s, défenseurs des droits sociaux) mais aussi celles qui comportent une dimension de prise de parole citoyenne dans la sphère publique (journalistes, professeurs ou simples citoyens osant s'opposer aux pouvoirs). Entre 2002 et 2008, près de 14 000 personnes furent tuées pour des raisons sociales

² Les deux candidats présidentiels de l'*Union Patriotique*, Jaime Pardo Leal et Bernardo Jaramillo, furent successivement assassinés avant de pouvoir participer aux élections.

³ Avec 46 syndicalistes assassinés en 2008, la Colombie détient le triste record du plus grand nombre de syndicalistes assassinés au monde.

⁴ Ainsi, dans un récent rapport de la Fédération internationale des droits de l'Homme, la Colombie arrive en tête en termes de victimes. Ce rapport est consultable sur le site http://www.fidh.org/IMG/pdf/FIDH-imp_Ameriques.pdf

et politiques, et dans les trois quarts des cas, la responsabilité de l'État est engagée de manière directe ou par le biais de son soutien aux groupes paramilitaires ou aux milices⁵.

Des manifestations de la permanence de cette violence se lisent directement dans le paysage urbain. Toutes les villes colombiennes sont devenues des refuges pour des populations déplacées, et l'on estime à environ 5 millions le nombre de déplacés depuis 1985 (sur une population totale estimée à 44 millions d'habitants), ce qui situe la Colombie au deuxième rang mondial, après le Soudan mais avant l'Irak et l'Afghanistan. Ces populations déplacées sont essentiellement paysannes, très souvent issues des minorités indiennes et noires, les femmes en formant la majorité.

Aujourd'hui, les facteurs qui sont à l'origine de la violence politique demeurent : les alliances entre le pouvoir et les mafias se sont renforcées, aussi bien au niveau local qu'au niveau national. De très nombreux députés de la majorité ont été élus grâce à leurs alliances avec les narcotrafiquants et/ou les paramilitaires. Dans le cadre du scandale dit de la « parapolitique », c'est-à-dire la collusion entre paramilitaires, hommes politiques et élus locaux, au moins un tiers des membres du Parlement et plus de 170 fonctionnaires d'État ont été mis en cause. Cette alliance sanguinaire (rappelons qu'au cours du processus de démobilisation, les paramilitaires se sont déclarés auteurs d'au moins 21 000 assassinats au cours des vingt dernières années⁶) n'ébranle cependant pas le pouvoir.

De puissants intérêts ont réussi à arracher, par la violence ou la coercition, des millions d'hectares de terre à la petite paysannerie. Ces terres sont ensuite exploitées pour des projets économiques au profit de multinationales (notamment palmier à huile, exploitation du bois...) et contribuent au profond déséquilibre existant entre le pays urbain et le pays rural.

Certes, les modalités de la violence ont changé : aux terribles massacres dans les zones rurales des années 1990 (plus de 3 000 fosses communes ont été identifiées ces dernières années) succèdent d'autres modalités de violence, comme, par exemple le scandale dit des « faux positifs » : ainsi, selon les principales ONG et la presse colombienne, qui a repris leur information, au moins 1 500 civils auraient été victimes d'assassinats commis par des membres des forces de sécurité dans les années 2000. Les victimes, des paysans et des jeunes des quartiers urbains défavorisés, étaient présentées par l'armée comme des « membres de la guérilla tués au combat » afin d'obtenir de petites primes et des congés le week-end.

Le panorama est complexe : toutes les forces armées, guérillas, armées privées, milices, paramilitaires et anciens paramilitaires violent les droits de l'homme, même si les degrés de responsabilités varient. Surtout, l'état des droits humains en Colombie est d'autant plus grave que la situation de guerre n'est pas reconnue par le président au pouvoir depuis 2002, M. Uribe, et que toutes les propositions alternatives pour une solution politique du conflit sont bloquées ou boycottées. La négation de l'existence d'une guerre et l'inscription de la lutte contre la guérilla dans le cadre « anti-terroriste » entraînent la stigmatisation et la criminalisation des militants des organisations sociales, des syndicats, des représentants des Indiens, des défenseurs des droits humains, des journalistes et de l'opposition démocratique⁷.

⁵ Un rapport comportant ces données fut présenté par 400 ONG au Haut Commissariat pour les droits humains de l'ONU en septembre 2008.

⁶ Voir *El Espectador*, «Ex paramilitares reconocen 21.000 asesinatos en últimos 22 años», 13 juillet 2009.

⁷ Dans ce climat délétère, des membres de l'opposition, des journalistes, et même des magistrats de la Cour Suprême ont récemment été l'objet d'écoutes téléphoniques par le bureau d'intelligence, placé directement sous le contrôle du Président.

En somme, la Colombie est plongée dans une profonde crise politique et sociale, crise qui ne touche pas tous les Colombiens certes, puisque ce sont les populations rurales, afro-colombiennes, indiennes, les populations des périphéries des villes, les femmes et les enfants, ainsi que ceux qui élèvent leurs voix contre l'état des choses qui subissent en premier lieu les conséquences de la guerre.

Cet état de guerre a entraîné une extrême fragmentation du tissu social, un rabaissement général de la valeur accordée à la vie, ainsi que le développement de formes extrêmes de violence qui ne sont pas, *a priori*, strictement le produit du conflit armé, mais qui y sont rattachées. Nous pensons en particulier au transfert de « compétences » et au recyclage des organisations (para)militaires vers la société civile (par exemple la circulation d'armes et d'anciens combattants des différents groupes armés), ainsi qu'à l'héritage d'une certaine idéologie de l'extermination (comme la pratique du « nettoyage social », c'est-à-dire l'assassinat systématique des secteurs qui « troublent » la tranquillité sociale –enfants des rues, bandes de jeunes chômeurs, prostituées, homosexuels...- très répandue en Colombie et qui y revêt des formes particulièrement brutales).

Défendre les droits humains dans le contexte colombien

C'est donc dans un contexte de grande violence politique et de guerre subie mais non reconnue que se déroule le travail de défense des droits humains. Aux difficultés matérielles et concrètes de cette action s'ajoute son inscription dans des enjeux politiques –et on est ici au plus loin d'une vision des droits humains comme une sphère extérieure ou neutre par rapport à la politique. Bien au contraire, la défense des droits humains ne peut se comprendre que si on la replace dans les débats proprement politiques. Le discours des droits humains sera parfois instrumentalisé par les différentes parties intéressées, et l'on verra se produire des clivages politiques dans les crimes dénoncés. De fait, certaines organisations dénonceront principalement des crimes ou des atteintes aux droits humains commises par un des acteurs du conflit.

Ainsi, la dénonciation des kidnappings vise particulièrement les guérillas –et spécialement les Farc. L'organisation *País libre*, fondée par Francisco Santos⁸ après son enlèvement par Pablo Escobar en 1990, et qui dénonce exclusivement le kidnapping- en est un exemple.

D'autres ONG opteront pour la dénonciation de crimes que l'on peut attribuer de manière plus claire à l'État colombien : c'est le cas des ONG qui étudient, analysent et dénoncent la « disparition forcée » et la torture, qui défendent les prisonniers politiques et soutiennent les personnes qui sont l'objet de persécution politique, ou qui soutiennent des processus de dénonciation locaux où la responsabilité des agents de l'État est manifeste. Il en est ainsi de la *Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo*, du *Movice* (Mouvement des victimes des crimes d'État), ou de la *Comunidad de Paz en San José de Apartadó*.

Ce biais est apparu de manière éclatante en février et mars 2008, à l'occasion de deux rassemblements convoqués par des acteurs sociaux différents au nom de deux graves crimes contre les droits humains : les enlèvements et les disparitions forcées. La première

⁸ Ce membre de la puissante famille Santos est le vice-président de M. Uribe.

manifestation, contre le kidnapping, fut convoquée par l'ensemble des grands médias (très proches du gouvernement⁹) et par la majorité des partis politiques.

La convocation à cette manifestation était présentée comme une condamnation des enlèvements, lesquels sont, selon les sources données par la fondation *País Libre*, commis dans un pourcentage important, mais non majoritaire, par les Farc au début des années 2000, et faible en ce qui concerne les derniers chiffres connus¹⁰. Cependant, le mot d'ordre proposé par l'appareil médiatique et répété par la majorité des manifestants fut un simple « Non aux Farc ». De fait, le rapprochement entre les Farc et la question des enlèvements en Colombie est réducteur, mais significatif : il s'agit d'attirer l'attention des classes moyennes, les plus sensibles à cette question. Il s'agit, surtout, d'utiliser cette question pour manifester un refus inconditionnel vis-à-vis de toute idée de négociation politique avec cette guérilla.

Or, en février 2008 le contexte était particulièrement favorable à un changement de cap par rapport aux Farc : des otages avaient été libérés récemment et la médiation internationale (de la France, mais aussi des pays du Mercosur) faisait croire à la possibilité d'une très prochaine libération d'Ingrid Betancur, mais surtout à une relance de pourparlers de paix. Cette manifestation, au cours de laquelle environ 1,5 millions de Colombiens sont descendus dans la rue¹¹, fut un soutien incontestable au gouvernement Uribe qui traite les guérillas de « terroristes » et non pas de groupes politico-militaires avec lesquels on pourrait négocier, et dont la politique est exclusivement répressive et militaire.

La deuxième manifestation, annoncée pour le 6 mars, entendait protester exclusivement contre la pratique des « disparitions forcées » et des « exécutions extrajudiciaires », des crimes commis exclusivement par l'État. Le contexte était particulièrement sensible, étant donné qu'en 2008 eurent lieu les révélations du scandale dit des « faux positifs », que nous avons déjà évoqué. Cette manifestation fut convoquée par de nombreuses ONG, notamment celles rassemblées autour du Mouvement des victimes des crimes d'État. Ces ONG voulaient rendre visible dans l'espace public cette grave violation des droits humains et souhaitaient, par là, y dénoncer la participation de l'État et soutenir les réseaux locaux qui travaillent dans ce sens. Or, peu de médias relayèrent la manifestation, les partis politiques furent plus prudents dans le soutien, et surtout le gouvernement s'y opposa, stigmatisant les organisateurs¹². Malgré les difficultés, elle rassembla environ 250 000 personnes.

Comme on le voit, la défense des droits humains n'est pas en dehors de la sphère politique. Bien au contraire : elle s'inscrit pleinement dans des enjeux politiques et sociaux, elle suppose des positions à défendre. D'ailleurs, ce positionnement se vérifie aussi bien au plan national

⁹ La famille Santos, co-proprétaire et directrice des médias les plus influents en Colombie, compte deux membres dans le gouvernement : M. Francisco Santos, dont on a déjà vu qu'il est le vice-président, et M. Juan Manuel Santos, ministre de la Défense.

¹⁰ Voir à ce sujet « A propósito del secuestro », note publiée sur mon blog. <http://socioenlinea.blog.lemonde.fr/2008/01/14/a-proposito-del-secuestro/>, à partir des sources de *País Libre*. Entre 1997 et 2002, les Farc sont responsables de 5 180 enlèvements (sur un total de 17 058) dont plusieurs centaines de militaires capturés lors de combats. En 2007, sur 393 personnes kidnappées, 21% étaient détenues par les Farc.

¹¹ Les grandes manifestations dans la rue (de plusieurs centaines de milliers de personnes) sont rares en Colombie : celle du 4 février 2008 est une des plus grandes des dernières décennies.

¹² Le conseiller présidentiel José Obdulio Gaviria, très influent au sein du gouvernement, affirma dans plusieurs médias que la manifestation du 6 mars avait été convoquée par les Farc, s'en prenant directement aux organisateurs du Movice. Plusieurs membres de ce réseau subirent des persécutions, certains furent assassinés par la suite. Voir à ce sujet le site de la *Red de hermandad y solidaridad Colombia*. http://www.redcolombia.org/index.php?option=com_content&task=view&id=133&Itemid=38.

que par rapport à des enjeux qui dépassent la sphère colombienne. Les dénonciations des graves atteintes aux droits et à la vie des syndicalistes colombiens, par exemple, ont été portées par des députés démocrates aux États-Unis –elles ont d’ailleurs pesé notablement dans la non-approbation du Traité de Libre Commerce avec ce pays. Certes, ces dénonciations reposaient sur des données vérifiables et très graves. Toujours est-il que les démocrates se sont saisis de cette « cause » dans le contexte nord-américain, notamment en vue des élections qui approchaient, pour remettre en question la politique extérieure des républicains. Dans un registre semblable, la diplomatie française a été particulièrement active durant la captivité d’Ingrid Betancur, jusqu’à l’allocution présidentielle adressée directement au chef des Farc. En avril 2008, M. Sarkozy s’exprimait ainsi :

La France est, et restera, mobilisée pour un accord humanitaire. Ne laissez pas perdre l’occasion qui se présente. Ce serait une faute politique grave en plus d’une tragédie humanitaire. Ce serait un crime, vous seriez responsable de la mort d’une femme. La France n’attend qu’un signal de votre part pour organiser aussitôt, en liaison avec les autorités compétentes, une mission humanitaire pour aider à la prise en charge d’Ingrid et de ses codétenus les plus affaiblis.

Cette ingérence dans la politique interne colombienne –comme on a vu, considérer les Farc comme un *interlocuteur* est devenu une hérésie qui se paye cher en Colombie- s’explique en raison du contexte interne français, et notamment à cause de la popularité d’Ingrid Betancur en France depuis la parution de son livre en 2002¹³. La concentration sur cette figure médiatique, le silence par rapport au conflit colombien et l’absence de mise en contexte, montrent bien que l’invocation de « l’humanitaire » était liée à des considérations d’ordre stratégique et politiques.

Parole, engagement et droits humains au sein du monde universitaire

Tuer la pensée critique, assassiner l’espoir de paix

Le monde académique colombien a été profondément touché par les manifestations de violence. Dans la mesure où ils expriment publiquement leur pensée, dans la mesure où ils exercent la défense des droits humains, les professeurs, les chercheurs, les étudiants, les universitaires ont compté parmi les cibles des acteurs armés. Depuis plusieurs années, de très nombreux étudiants, mais aussi des professeurs ont été éliminés physiquement.

Quelques noms viennent à l’esprit. On se remémore Héctor Abad Gómez, professeur de médecine de l’Université d’Antioquia à Medellin, membre du Comité Permanent pour la Défense des droits humains, une personnalité fort indépendante –il déclarait quelques jours avant son assassinat par un tueur à gages embauché par les forces paramilitaires, en août 1987 : « Je ne souhaite pas perdre l’esprit de révolte. Je n’ai jamais été quelqu’un qui se met à genoux, les seules devant lesquelles je m’agenouille sont mes roses, et la seule occasion où je salis mes mains, c’est avec la terre de mon jardin ». Cet assassinat a lieu dans une ville d’épouvante : l’alliance entre paramilitaires et mafias de la drogue s’était officialisée depuis 1981, date de naissance du Mouvement « Mort aux Kidnappeurs »¹⁴. Les meurtres se

¹³ Faute d’espace nous ne chercherons pas ici à discuter le phénomène Ingrid Betancur dans la société française.

¹⁴ Le mouvement *Muerte a Secuestradores*, MAS, une alliance entre narcos, miliciens nationaux et étrangers et forces de l’armée, s’est formé suite à l’enlèvement de la fille d’un chef du narcotrafic local par la guérilla du M19. Ce mouvement procéda à des formes de « nettoyage social » tout en gardant une large légitimité auprès d’une grande partie de la population.

produisent en série. Ainsi, 17 membres de l'Université d'Antioquia ont été assassinés pendant le deuxième semestre 1987 par les forces d'extrême droite :

Il s'agit de Darío Garrido Ruiz, professeur de la Faculté d'Odontologie, assassiné le 3 juillet 1987 ; le lendemain fut assassiné Edison Castaño Ortega, étudiant de la même Faculté. José Abad Sánchez, étudiant de la Faculté de Médecine Vétérinaire et Zootechnie, fut porté disparu, torturé et assassiné le 14 juillet 1987. Yowaldin Cardeno Cardona, étudiant du Lycée de l'Université d'Antioquia, fut assassiné le 27 juillet 1987. José Ignacio Londoño, étudiant de la Faculté de Communication Sociale, fut torturé et assassiné le 2 août 1987. John Jairo Villa Peláez, étudiant de la Faculté de Droit, fut torturé et assassiné le 26 de juillet 1987. Carlos López Bedoya, professeur de la Faculté de Sciences Sociales, fut assassiné le 3 août 1987, deux heures après l'enterrement de l'étudiant José Ignacio Uribe Londoño. Gustavo Franco Marín, étudiant de la Faculté d'Ingénierie, fut assassiné le 5 août 1987. Pedro Luis Valencia, médecin, Sénateur de la République (pour le parti *Unión Patriótica*), professeur de la Faculté d'Infirmierie et de Santé Publique, fut assassiné le 14 août 1987. Leonardo Betancur Taborda, professeur de la Faculté de Médecine, fut assassiné en même temps qu'Héctor Abad Gómez. Leur assassinat se produisit alors qu'ils accompagnaient le transfert du cercueil de Luis Felipe Vélez, Président de l'Adida, l'association des enseignants d'Antioquia –il avait été assassiné au siège de l'organisation. Rodrigo Guzmán, médecin et vice-président de l'Association de Médecins Internes et Résidents de la Section d'Antioquia, fut assassiné le 17 octobre 1987. Orlando Castañeda Sánchez, étudiant de la Faculté de Médecine, fut arrêté, porté disparu, torturé et assassiné le 24 octobre 1987. Marina Ramírez, étudiante de la Faculté de Chimie Pharmaceutique, fut assassinée le 24 novembre 1987. Cette dernière, militante des jeunesses communistes, fut assassinée avec quatre membres de cette organisation dans leur siège de Medellin. Francisco Gaviria Jaramillo, étudiant de la Faculté de Sciences de la Communication, militant du Parti Communiste et dirigeant de l'*Unión Patriótica*, fut porté disparu, torturé et assassiné le 10 décembre 1987. Luis Fernando Vélez Vélez, avocat et Professeur de la Faculté de Droit, qui avait remplacé Héctor Abad Gómez à la présidence du Comité des droits humains d'Antioquia, par ailleurs membre du Parti Conservateur, fut assassiné le 16 décembre de cette même année.¹⁵

L'extrême violence qui a frappé les milieux académiques d'Antioquia n'est pas exclusive de cette région -l'alliance entre paramilitaires, mafias et pouvoir local y fut seulement plus précoce. Dans d'autres régions, la violence se manifesta aussi, visant en premier lieu ceux qui avaient une position de défense des droits humains. En avril 1998 était assassiné dans son bureau de Bogotá Eduardo Umaña Mendoza, professeur de droit à l'Université Nationale, avocat de très nombreux militants du parti *Union Patriotique* et de nombreux défenseurs des droits humains et sociaux et par ailleurs fils d'Eduardo Umaña Luna, une des figures les plus respectées à l'Université Nationale. Ce crime fut commis par les paramilitaires affiliés à Carlos Castaño, d'après leurs propres aveux quelques années plus tard.

La violence s'exerce de manière particulièrement virulente à chaque rapprochement entre les groupes armés et le gouvernement en vue d'entamer des dialogues de paix. Alors que le président Pastrana et les Farc commençaient, en janvier 1999, des pourparlers de paix, les attentats et assassinats ciblaient les intellectuels. Le directeur de l'Institut d'Éducation Régionale de l'Université d'Antioquia, l'anthropologue Hernán Henao, qui travaillait avec les populations déplacées, fut assassiné dans son bureau en mai 1999. Le professeur et ancien doyen de la Faculté d'Économie de l'Université Nationale, Jesús Antonio Bejarano, par ailleurs un spécialiste des processus de paix en Amérique Centrale, fut assassiné sur le campus de Bogotá en septembre 1999.

¹⁵ Voir le site web <http://francisco-gaviria.blogspot.com/>, qui commémore les 20 ans de ces assassinats. Voir également "20 años después: no olvidamos, no callamos, en la universidad y en Antioquia recordamos", sur le site de l'International Peace Observatory, <http://www.peaceobservatory.org>.

Le politologue et directeur de l'Institut d'Études Politiques de l'Université Nationale, Eduardo Pizarro, fut de son côté l'objet d'un attentat, dans les environs de l'Université, en janvier 2000. A la différence de tous les autres meurtres cités, l'attentat contre Eduardo Pizarro fut commandité par les Farc.

Cette ligne de sabotage de tout effort de rapprochement entre les guérillas et le gouvernement a été une constante dans l'histoire récente de la Colombie. C'est ce que constatait déjà en 1986 Gabriel García Márquez, lors du processus de paix entamé par le gouvernement de Belisario Betancur :

Les ennemis occultes agissent avec plus de rapidité, plus de force, plus d'astuce et même avec plus d'intelligence que les partisans de la paix. Pis encore: le sabotage commença bien avant le processus de paix lui-même. Un professeur d'université fut assassiné en plein jour à Bogotá, deux dirigeants syndicaux de Cali subirent le même sort et des tueries de paysans se produisirent dans diverses régions du pays, comme pour répliquer à la déclaration empressée du nouveau président selon laquelle, sous son gouvernement, pas une goutte de sang ne serait versée¹⁶.

L'opposition féroce à toute idée de médiation entre les guérillas et le gouvernement s'explique, dans une grande mesure, par l'intériorisation pleine, au sein de l'armée, de la doctrine de « sécurité nationale », qui implique le surdimensionnement de « l'ennemi intérieur » (le communisme). Ces doctrines, on le sait, furent apprises par les officiers de l'armée colombienne à l'École des Amériques, au Panama et à Fort Benning (Géorgie, USA). Longue est la liste des officiers ayant participé à ces cours et appris à combattre un ennemi censé être partout :

Il peut s'agir de n'importe qui, un paysan résidant dans une zone de guérilla, un travailleur en grève, un quelconque activiste politique, à un moment donné ; il y a une erreur à combattre de manière exclusive l'élément armé. Il faut, préalablement, veiller énergiquement sur l'organisation telle qu'elle est constituée, et sur la direction intellectuelle des organisations révolutionnaires¹⁷.

A côté de la réduction au silence et de l'élimination des possibles médiateurs dans la recherche de la paix, une troisième manifestation de la violence dans le milieu universitaire se présente lorsque les chercheurs enquêtent sur des sujets « à risque ». On se souvient de Darío Betancur, directeur de la Faculté de Sciences Sociales de l'Universidad Pedagógica et auteur de plusieurs ouvrages sur le monde des drogues : il fut enlevé à la sortie de son cours en avril 1999 et une partie de ses restes furent retrouvés en septembre de la même année. Le cas de Mario Calderón et Elsa Alvarado, deux chercheurs du Centre d'Investigation et d'Éducation Populaire, Cinep, pourrait relever de la même logique : ils furent assassinés le 19 mai 1997 dans leur appartement. Mario travaillait dans la zone de Sumapaz, sous la domination des paramilitaires.

Depuis l'accession au pouvoir de M. Uribe en 2002, la stigmatisation –et si besoin, l'élimination- des universitaires ayant une vision critique des processus sociaux et politiques en cours, ou réalisant des travaux avec des populations vulnérables, continue. C'est dans ce

¹⁶ Gabriel García Márquez, « Chronique d'une attaque annoncée », *Le Monde Diplomatique*, N° 382, janvier 1986.

¹⁷ Propos tenus par l'ancien général et ministre de la Défense, Fernando Landazabal. Voir Carlos Medina et Mireya Tellez, *La violencia parainstitucional, paramilitar y parapolicial en Colombia*, Quito Ed., Bogota, 1994, p. 20.

cadre qu'il faut comprendre l'assassinat, en septembre 2004 à Barranquilla, de l'ancien recteur de l'Universidad del Magdalena et membre du Réseau des Universités pour la Paix, le sociologue Alfredo Correa d'Andreis. Ce crime fut ultérieurement dévoilé grâce aux aveux de l'ancien responsable de la section d'informatique du Département Administratif de la Sécurité, DAS (le bureau « d'intelligence », placé directement sous les ordres du président). Depuis ces aveux, la justice colombienne enquête sur M. Jorge Noguera, ancien directeur du DAS et ancien consul à Milan, accusé du meurtre de plusieurs syndicalistes, journaliste et leaders sociaux.

Le système de stigmatisation des enseignants et des étudiants s'inscrit désormais dans la « lutte antiterroriste »¹⁸, et s'accompagne de la mainmise des paramilitaires sur les appareils de direction des universités. Il est impossible d'expliquer ici en détail comment les structures paramilitaires et les pouvoirs locaux ont constitué des alliances stratégiques pour contrôler les ressources locales, notamment les systèmes de santé et d'éducation¹⁹. Signalons seulement que ces alliances ont atteint un niveau suffisamment important pour que plusieurs recteurs ou anciens recteurs d'université, notamment en province, fassent l'objet d'enquêtes judiciaires. Certains d'entre eux sont à l'heure actuelle poursuivis pour des crimes commis en complicité avec les paramilitaires : c'est par exemple le cas à l'Université de Córdoba, où plus d'une quinzaine d'assassinats se sont produits entre 2000 et 2003. Des dénonciations récentes à l'Université Industrielle de Santander vont dans le même sens : un « plan pistolet » contre enseignants et étudiants aurait fait l'objet d'un pacte entre le recteur et un chef paramilitaire.

Désormais, c'est à partir des postes de direction des universités que sont formulées les menaces. Ainsi, à l'heure où nous écrivons ce texte, des tracts menaçants et des « listes noires » circulent dans plusieurs universités publiques colombiennes, des étudiants sont poursuivis et incarcérés, des professeurs contraints au silence.

Exil et prise de parole

On comprend aisément que l'environnement social et politique en Colombie ne favorise pas la prise de parole publique. Les enseignants optent souvent pour le silence et l'autocensure. De plus en plus rares sont ceux qui osent se positionner en « taons modernes » (d'après la formule reprise par Todorov), de plus en plus nombreux, ceux qui, malgré leur désaccord avec les principes qui guident les actions du gouvernement et ses pratiques, plongent dans l'apathie.

C'est dans ce contexte que la question de l'intellectuel en exil me semble se poser avec force –et je me permettrai de parler ici à la première personne, car c'est une partie de mon parcours en France qui est concernée. J'ai quitté la Colombie en 1999, quelques semaines après l'assassinat, par les paramilitaires, de l'humoriste Jaime Garzón, un homme qui parodiait le pouvoir avec une intelligence éclatante. Ce crime s'est produit en plein processus de paix, Jaime Garzón étant, en plus d'un humoriste, un citoyen qui se sentait concerné par son pays. Il avait servi comme médiateur dans des cas d'enlèvements réalisés par les Farc, ce qui pouvait suffire aux yeux des commanditaires du crime, à le rendre complice de cette guérilla.

Ma décision était déjà prise à ce moment-là, mais ce meurtre venait confirmer le degré d'impunité atteint par le projet paramilitaire. Cette montée en force de l'extrême droite dans le

¹⁸ Ainsi, les étudiants qui manifestent contre le démantèlement de l'université publique –une grande réforme est en cours depuis 2009- sont arrêtés sous l'accusation de « terrorisme ».

¹⁹ Nous renvoyons les lecteurs intéressés à Gustavo Duncan (2005).

pays, que n'importe quel chercheur en sciences sociales pouvait mettre en évidence, que n'importe quel citoyen averti pouvait constater empiriquement, et la connivence de larges secteurs sociaux avec ce système m'étaient devenus insupportables. La pénétration du projet paramilitaire dans les hautes instances du pouvoir –on l'apprit par la suite- était bien réelle, il avait même fait l'objet de pactes, dont celui dit de Ralito, entre les chefs paramilitaires et les hommes politiques, pour « refonder le pays ».

En France, je me suis impliquée au sein du Groupe Actualités Colombie –qu'un groupe de doctorants et de jeunes chercheurs avions créé en 2002- mais aussi dans d'autres espaces, notamment les réseaux des militants de la gauche démocratique colombienne et les mouvements de défense des droits humains travaillant avec l'Amérique latine.

Au vu de mon parcours dans ces différentes sphères, il me semble que l'expérience de l'exil peut être un atout pour exercer sa liberté de parole et trouver des alliés. En exil, il est possible, à moindre risque, d'exercer sa liberté de parole, et très concrètement de relayer des dénonciations et des alertes (ce qui constitue comme on sait une partie importante du travail des ONG). Les exilés du XXI^{ème} siècle ont la possibilité d'utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication, pour constituer des réseaux qui peuvent informer et agir en temps réel. Ils peuvent aussi constituer des liens transnationaux pour rendre plus visibles et soutenir les acteurs sur le terrain (par exemple les ONG locales, ou leurs représentants lorsqu'ils se rendent au Nord) ainsi que pour informer les opinions publiques et les institutions des pays du Nord²⁰.

La situation d'exilé permet d'échapper aux aléas des pouvoirs locaux –or, en Colombie il devient plus en plus difficile de ne pas se soumettre à ceux-ci, la société étant traversée par le *modus operandi* mafieux. Le regard porté depuis l'extérieur se tient probablement plus à l'écart des enjeux dictés par l'immédiat. Dans tous les cas, le chercheur exilé doit veiller à son indépendance, explicitant les intérêts en jeu, faisant du détachement un avantage.

De nombreux exilés colombiens, insérés ou non dans le système universitaire, réalisent ce travail de constitution de réseaux et de dénonciation de la situation des droits humains en Colombie –ce travail est très important. Pour aller plus loin, cependant, il me semble qu'il faudrait aller au-devant des événements. Cela, de deux manières : aller à la rencontre de la diaspora colombienne, la sensibiliser sur ces questions (elle constitue environ 10% de la population du pays, or malgré l'ampleur de cet exode, il n'existe pas de prise de conscience collective de l'exil comme conséquence, entre autres facteurs, de la guerre), et s'efforcer de saisir les facteurs structurels de la violence, de l'exclusion et de la domination, en rendant visibles les responsables et les structures sur lesquelles repose cet état de choses. Quelles sont les forces qui se sont systématiquement opposées à toute idée de dialogue de paix avec les guérillas ? Quelles sont les forces qui se sont historiquement opposées à la réforme agraire ? Pourquoi existe-il une si grande impunité dans l'appareil de justice par rapport aux crimes politiques ? Ces quelques questions pourraient constituer des axes de réflexion pour jeter des lumières sur le passé et débroussailler l'avenir.

Bibliographie

Duncan, Gustavo, « Les seigneurs de la guerre à la conquête des villes de Colombie », in González, Olga L et Laniel, Laurent (coord.), « Drogues et antidrogue en Colombie », dans

²⁰ Je consacre une analyse à ces phénomènes dans Olga L. González (2009), « Droits de l'homme, migrants et transnationalisme : une étude de cas ».

Cahiers de la Sécurité Intérieure N° 59, revue de l'Institut National des Hautes Études de la Sécurité du Ministère de l'Intérieur, Paris 2005.

García Márquez, Gabriel, *Cien años de soledad*, 1967

Gómez, Jaime, *Tras la huella de la verdad*, Fica, Bogotá, 2007.

González, Olga L., « Droits de l'homme, migrants et transnationalisme : une étude de cas », *Droits de l'Homme et consolidation démocratique en Amérique du Sud*, Actes de la première rencontre d'études sur les droits de l'homme en Amérique latine, Institut des Hautes Études de l'Amérique latine, IHEAL, Renée Fregosi et Rodrigo España (coord), L'Harmattan, Paris, 2009.

Instituto de Estudios Políticos y Relaciones Internacionales, *Nuestra guerra sin nombre*, Norma, Bogotá, 2006.

Lorgia Garnica, Maria Paula, “*El Tiempo* frente a la Unión Patriótica: la representación de un partido político de izquierda”, mémoire en Histoire, Faculté de Sciences Sociales, Universidad de los Andes, Bogotá, 2008 (mimeo).

Ospina, William, *Ursúa*, Ed. Alfaguara, Bogotá, 2005.